

## Lettre aux Amis du 26 avril 2026,

### Mardi 21 avril 2026

10h00, je suis au Vicariat patriarcal de Sarba pour une réunion du Comité patriarcal de suivi du synode sur la synodalité, avec Mgr Paul Rouhana, Mgr Guy Noujaim, Mgr Antoine Bou Najem et le Père Paul Nahed secrétaire du Comité. Nous avons discuté de la phase de mise en œuvre du Document final dans notre Église au niveau du Patriarcat, des diocèses et paroisses, des congrégations et des institutions. Nous préparons un document pour le synode annuel des évêques qui se tiendra en juin prochain.

Sur un autre plan, notre Premier ministre Nawaf Salam est arrivé au Luxembourg pour participer à une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. Dans son discours, M. Salam a soutenu que **« Le choix de la diplomatie n'est pas un signe de faiblesse, mais l'expression d'une responsabilité nationale visant à explorer tous les moyens pour recouvrer la souveraineté de notre pays et sauver notre peuple. Par ce processus diplomatique, nous cherchons à mettre fin à l'occupation de nos terres, à garantir la libération de nos détenus et à assurer le retour des déplacés dans leurs maisons et leurs villages »**.

Parallèlement, à Beyrouth, le président de la République, Joseph Aoun, a déclaré que les négociations directes avec Israël **« ne signifient ni renoncement ni capitulation, mais visent à résoudre les problèmes »**. **« La diplomatie est une guerre sans effusion de sang, tandis que la guerre entraîne destruction et ravages »**. **« Nous tenons à préserver les droits du Liban, et à obtenir la fin des agressions, un retrait israélien et le retour des prisonniers »**. **« Mon devoir et ma responsabilité sont de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la paix au Liban »**.

M. Salam a été reçu ensuite à Paris, à l'Élysée, par le Président français Emmanuel Macron. Ils ont tenu, à l'issue de leur longue rencontre, une conférence de presse.

Le président Macron a déclaré : **« Le cessez-le-feu de dix jours devra être étendu afin de permettre l'amorce d'une véritable dynamique de stabilisation »**. **« Nous plaidons pour un accord politique entre Israël et le Liban qui garantisse la sécurité des deux pays, l'intégrité territoriale du Liban, et pose les jalons de la normalisation de leurs relations »**. **« La stabilisation implique que le Hezbollah cesse de viser Israël et de prétendre se substituer à l'État dans l'exercice de ses prérogatives, mais aussi qu'Israël renonce à ses visées territoriales et comprenne que la condition de sa sécurité est un État libanais fort, et non une politique du chaos »**.

Quant à M. Salam, il a déclaré : **« Il ne peut y avoir de stabilité durable sans un retrait complet d'Israël du territoire libanais, la libération des détenus et le retour des personnes déplacées dans leurs foyers et villages détruits, ce qui remet aussi à l'ordre du jour le besoin de préparer une conférence internationale pour le redressement et la reconstruction »**. **« Nous sommes convaincus que la diplomatie n'est pas un signe de faiblesse, mais un acte responsable, afin de ne laisser aucune voie inexplorée pour restaurer la souveraineté de mon pays »**.

J'ai appris que le président Macron a pris la décision, lors de sa rencontre avec M. Salam, d'exonérer des frais d'inscription les étudiants libanais inscrits dans les universités publiques françaises pour la rentrée prochaine en septembre 2026. Excellente nouvelle pour nos milliers d'étudiants en France !

### **Mercredi 22 avril 2026**

Le cessez-le-feu au Liban est en principe toujours en vigueur, mais l'armée israélienne continue de le violer en menant plusieurs attaques meurtrières au Liban-Sud, tout en poursuivant ses opérations de démolition dans la zone frontalière qu'elle cherche à transformer en « zone tampon ». À Tiri, dans le département de Bint Jbeil, une frappe israélienne a visé deux journalistes présentes sur place. L'armée israélienne a même empêché l'accès de la zone à la Croix-Rouge. Plusieurs tentatives d'évacuation ont ensuite été perturbées par de nouvelles frappes à proximité, compliquant les opérations. L'une des journalistes, Zainab Faraj, a été blessée et évacuée vers un hôpital, tandis que la seconde, Amal Khalil, a été retirée morte tard dans la nuit. Le nombre de journalistes victimes des frappes israéliennes remonte à onze depuis le début de la guerre !

A noter que le convoi du Nonce apostolique S. Exc. Mgr Paolo Borgia se trouvait sur le lieu de la frappe israélienne à Tiri, sur son chemin de retour de Debel et Ayn Ebel.

### **Jeudi 23 avril 2026**

A 11h00, Sa Béatitudo notre Patriarche Cardinal Béchara Raï est reçu à Baabda par le président Joseph Aoun pour discuter avec lui des négociations diplomatiques en cours à Washington avec Israël, notamment le deuxième round qui aura lieu ce soir. A sa sortie, Sa Béatitudo a déclaré : « ***Les négociations sont une nécessité. Le président de la République assume la responsabilité de ses choix nationaux. Il représente tous les Libanais et parle en leur nom, et pas en tant que maronite. Aucune concession ne sera faite dans les négociations sur quelque question ou droit que ce soit concernant le peuple libanais*** ». « ***Il est attaché aux droits du Liban et à sa souveraineté*** ».

Mais ce sont surtout les attaques contre les journalistes qui préoccupent la scène locale et internationale. Le président de la République Joseph Aoun a dénoncé ces actes en déclarant : « ***Le ciblage délibéré et direct des journalistes par Israël vise à dissimuler la vérité sur ses actes d'agression contre le Liban. Ces actes constituent des crimes contre l'humanité, punissables en vertu du droit international et des conventions internationales, et devraient inciter la communauté internationale à intervenir et à y mettre fin*** ». Le président du Parlement Nabih Berry a condamné « ***un crime prémédité, perpétré par les forces d'occupation contre la presse et la liberté d'expression*** ».

Le Premier ministre Nawaf Salam a affirmé « ***Le ciblage par Israël des journalistes dans le sud du pays, alors qu'ils exercent leurs fonctions, n'est plus un incident isolé, mais une politique avérée que nous condamnons et rejetons, conformément au droit et aux normes internationales. Cibler les journalistes, entraver l'arrivée des équipes de secours et même s'en prendre à nouveau à leurs positions après l'arrivée de ces équipes, constituent des crimes de guerre. Le Liban ne ménagera aucun effort pour que ces crimes soient poursuivis devant les instances internationales compétentes*** ».

La deuxième réunion libano-israélienne au niveau des ambassadeurs s'est tenue à 23h00 (17h00 heure de Washington) à la Maison Blanche, avec la participation du président Donald Trump qui a assisté à une partie de la rencontre pour affirmer son intérêt personnel pour le dossier libanais. Il a écouté lui-même les demandes du Liban qui sont principalement : « ***l'extension, l'élargissement et la consolidation de la trêve, ainsi que l'arrêt des opérations de destruction au Sud et des attaques visant civils et journalistes, le retrait israélien, la délimitation des frontières et le refus d'une zone tampon*** ». Dans la conférence de presse qui a suivi, le président Trump a annoncé que

**« le cessez-le-feu sera prolongé de trois semaines ! ». « Il y a une très bonne chance de parvenir à un accord de paix entre Israël et le Liban dès cette année »,** a-t-il dit, en ajoutant : **« Nous nous attendons à ce que le président Joseph Aoun et le Premier ministre Benjamin Netanyahu se rencontrent dans les semaines à venir ».**

Je crois qu'il s'est trop vite avancé pour annoncer une telle rencontre ! De toute façon le président Trump, dans sa prétention, croit que ses désirs sont des ordres à exécuter ! En homme d'affaires, il a du mal à comprendre les sensibilités des peuples et à lire leurs histoires. Il manque de culture historique suffisante. Une telle rencontre suppose un long processus de purification de la mémoire, comme celle que nous menons depuis un bon moment avec nos concitoyens libanais.

### **Vendredi 24 avril 2026**

1h00 du matin : mon frère Samir m'appelle de Paris pour m'annoncer la triste nouvelle que ma nièce, Amal NADER, est décédée à Paris, à 47 ans, après un long combat avec le cancer ! Cela me rappelle un certain 12 septembre 2024 l'annonce du décès de mon frère Joseph, toujours à Paris, à la même heure et dans les mêmes conditions.

Elle est décédée le matin du vendredi du Temps de la Résurrection, comme son père Nader, mon oncle, est décédé le matin du Vendredi saint le 24 mars 1989, lorsqu'elle avait 10 ans ! Elle laisse son fils unique Nader à 10 ans !

Amal, Docteure en communication de la Sorbonne, où elle enseigne, et vice-Rédacteur en chef de Radio Monte Carlo Doualiya, méritait de vivre. Elle ne cessait de demander à Dieu de lui concéder encore quelques années, au moins jusqu'à ce que son fils devienne majeur ! C'est la volonté de Dieu, comme nous répétons dans notre famille. Christ est ressuscité. Je me rendrai à Paris pour les obsèques la semaine prochaine.

### **Dimanche 26 avril 2026**

A Bkerké, Sa Béatitude notre Patriarche Cardinal Raï a présidé l'eucharistie du 4<sup>ème</sup> dimanche du Temps de la Résurrection. Dans son homélie, inspirée de l'évangile de la pêche miraculeuse (Jean 21,1-14), il est revenu sur les négociations en cours à Washington : **« Comme la barque de l'Église navigue dans une mer agitée, notre patrie le fait aussi. Le Liban vit entre espoir et crainte, entre attente et inquiétude, entre une trêve dont nous guettons la solidité et une réalité qui demeure fragile. Nous plaçons nos espoirs dans les négociations, mais nous restons vigilants ; car l'expérience nous a appris que la stabilité ne se construit pas sur les seuls souhaits, mais sur un travail constant. L'État doit se doter d'une autorité solide, d'institutions qui fonctionnent et d'une seule armée, unifiée, qui régule, protège et inspire la confiance. Il doit se doter également d'un leadership ferme, d'une vision claire et du courage dans les prises de décision ». « Nous refusons la guerre et nous aspirons à la paix qui ne peut être un simple slogan mais exige une décision, une volonté, un travail sérieux et la mise à l'écart des armes ». « Dans ce contexte, nous haussons la voix pour dire que le Liban n'est pas un champ de bataille, mais une patrie, et l'être humain n'y est pas un chiffre. Notre peuple aspire à vivre dans un État libre, souverain et indépendant et à construire un avenir pour les générations futures ».**

Seigneur, donne-nous le courage de vaincre nos craintes et nos inquiétudes, pour jeter le filet dans notre monde si agité et profiter d'une pêche miraculeuse !

+ Père Mounir Khairallah, évêque de Batroun